

Réunion interministérielle OTAN : Des avancées certes mais des désaccords avec la Russie

La réunion politique de l'OTAN au niveau ministériel qui s'est déroulée le 7 Décembre 2007 à Bruxelles aura, encore une fois, à l'image des précédentes, fait le point de la situation de l'Alliance, dressé un bilan des actions entreprises, approfondi les axes du dialogue euro-méditerranéen et discuté des perspectives du processus d'élargissement de l'Alliance.

Le plus marquant sera, cette fois-ci, le désaccord manifeste entre l'OTAN et la Russie au sujet du traité FCE, du statut du Kosovo et de l'Afghanistan et surtout le bouclier anti-missiles que compte installer les Etats Unis notamment en Pologne. Ce programme suscite une vive inquiétude au Kremlin au point que Moscou menace de se retirer de la convention sur les armes conventionnelles. Un froid qui n'est pas sans rappeler la période de la guerre froide. Le Président du Conseil OTAN-Russie (COR) dans sa déclaration a évoqué de "sérieux désaccords sur l'ensemble de ces questions".

Pour tempérer ces désaccords sur des sujets pourtant essentiels, le Président du COR dira que les ministres des Affaires étrangères se sont félicités de la contribution que la Russie continue d'apporter à l'opération "Active Endeavour". Une opération qui vise à sécuriser le transport maritime et à préserver cet espace d'éventuelles actions terroristes.

Cette nouvelle donne dans les rapports OTAN-Russie, risque-t-elle de remettre en cause la transformation de l'OTAN qui a recentré ses actions et ses objectifs stratégiques à la lumière de la fin de la guerre froide et de l'apparition de nouvelles formes de menaces pour la paix dans le monde ?

L'URSS manifeste également des inquiétudes face à l'élargissement de l'OTAN entrepris depuis quelques années et qui se poursuit avec la prochaine adhésion au traité de l'Alliance de certains pays de l'Europe de l'Est tels que la Croatie, la Macédoine et l'Albanie tous invités au prochain sommet de Bucarest.

Au-delà de ces sujets de discorde entre l'OTAN et la Russie, cette réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Alliance aura permis de faire des avancées sur des questions d'intérêt tels que les dossiers



de la sécurité énergétique, l'amélioration qualitative du Dialogue euro-méditerranéen qui non seulement est marqué par une consolidation de la confiance entre partenaires du Sud et du Nord de la Méditerranéen mais également un approfondissement plus marqué de leur coopération pratique

L'espace de coopération traditionnelle au niveau du Dialogue méditerranéen a longtemps souffert d'une vision très restrictive de la sécurité internationale. Celle-ci était surtout traitée sous le "prisme Nord" qui la confinait au niveau des axes classiques du crime transfrontalier, des réseaux internationaux de la drogue, de l'immigration clandestine et du terrorisme international.

Aujourd'hui, pays du Sud et du Nord partagent une acception plus large de la problématique sécuritaire, une acception qui intègre la notion de développement comme étant intimement liée à la sécurité dans le monde.

Au Sud comme au Nord, l'on prend conscience de la nécessité de relations plus équitables, plus apaisées, plus équilibrées et surtout plus concertées. C'est ainsi que "le menu" uniforme proposé par l'Alliance à ses partenaires du Sud, cède le pas à des programmes sur mesure élaborés sur la base des besoins et des priorités formulés par les pays bénéficiaires. Déjà des programmes individuels ont été consentis à l'Egypte et à Israël. Ceux de nombreux pays, notamment maghrébins, dont la Mauritanie, sont en phase de finalisation.

La capitalisation de la synergie à travers notamment l'amélioration des capacités opérationnelles, le rehaussement du niveau d'in-

teropérabilité, de la mise en œuvre de moyens communs dans la gestion des crises notamment humanitaires.

Par ailleurs, des Fonds d'affectation spéciale peuvent bénéficier à certains pays. Déjà la Jordanie dispose de ce Fonds et la Mauritanie sera le second pays à en bénéficier.

Une décision qui a bien été accueillie par M. Mohamed Saleck Ould Mohamed Lemine, ministre mauritanien des Affaires étrangères et de la Coopération qui a déclaré à l'AMI que cette décision donne toute la mesure de l'évolution de la coopération entre la Mauritanie et l'OTAN, précisant que le Chef de file pour notre pays sera la France, la Mauritanie étant le deuxième Etat méditerranéen à bénéficier du Fonds d'affectation (Trust Fund). Le ministre a souligné qu'il s'agit là de la marque réelle de la disponibilité de l'OTAN à accompagner le développement de la Mauritanie. M. Mohamed Saleck Ould Mohamed Lemine a noté que cela



traduit la confiance et la crédibilité que la Mauritanie inspire aujourd'hui à ses partenaires grâce à la dynamique de changement démocratique.

MSC

Irak:

L'armée turque intervient au Kurdistan, Rice plaide pour la réconciliation

La Turquie a lancé mardi une opération militaire en territoire irakien contre des rebelles séparatistes kurdes, au moment où la secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice arrivait en Irak pour y soutenir les efforts de réconciliation.

Selon le porte-parole du gouvernement du Kurdistan irakien, Jamal Abdallah, quelque 300 soldats turcs ont traversé la frontière en direction du Kurdistan, la région autonome du nord de l'Irak, où les rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) ont établi des bases.

La force "est entrée à trois kilomètres à l'intérieur du territoire irakien", a-t-il assuré à l'AFP.

Il était incapable d'indiquer si des affrontements avaient eu lieu entre les soldats turcs et les combattants du PKK qui sont au nombre de quelque 3.500 dans la région du massif du Qandil, dans l'extrême nord-est d'Irak.

Il s'agit de la première incursion terrestre de l'armée turque depuis que le Parlement l'a autorisée en octobre à pénétrer en Irak pour déloger le PKK, considéré comme une organisation terroriste par Ankara, de son sanctuaire irakien d'où il lance des opérations meurtrières dans le sud frontalier turc.

Elle intervient 48 heures après des bombardements aériens et d'artillerie turcs sur des villages irakiens de la zone frontalière, où 100 tonnes de bombes ont été larguées sur les positions du PKK selon une source militaire turc. Un bilan invérifiable de l'agence pro-PKK Firat a fait état de sept morts, cinq combattants et deux civils.

Pour marquer sa désapprobation du soutien américain à la Turquie, le président du Kurdistan irakien Massoud Barzani a annulé une rencontre prévue à Bagdad avec Mme Rice.

"Il n'ira pas en signe de protestation contre la position américaine sur les récents bombardements" turcs, a déclaré à la presse le Premier ministre de la région autonome du Kurdistan irakien, Nechirvan Barzani.

Le chef d'état-major turc Yasar Buyukanit, a indiqué que les Etats-Unis, alliés de la Turquie mais aussi grands soutiens du Kurdistan irakien, avait donné un accord tacite aux raids de dimanche.

Selon le Haut commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR), quelque 1.800 personnes ont fui leurs villages après les frappes turques.

Mardi matin, "les soldats turcs ont pénétré dans une zone inhabitée où aucune force irakienne ou kurde n'est déployée", a précisé à l'AFP Jabbar Yawar, porte-parole des forces de sécurité kurdes, les peshmergas. Il a dit ignorer combien de soldats étaient mobilisés pour mener cette opération.

Mais selon un membre du PKK, "les soldats, appuyés par l'aviation, ont traversé à 04h00 (01h00 GMT) la frontière irakienne à Khawakurt", aux confins de l'Irak et de la Turquie.

Le président turc Abdullah Gul a indiqué que l'armée turque "faisait le nécessaire" pour combattre les combattants du PKK, en lutte depuis 1984 contre le pouvoir central d'Ankara.

Cette incursion dans la région autonome du Kurdistan irakien, la seule encore relativement épargnée par les violences en Irak, a été annoncée au moment où Mme Rice arrivait pour une visite non annoncée en Irak.

Elle s'est rendue à Kirkouk (nord) pour soutenir les efforts de réconciliation de l'ONU dans cette région pétrolière revendiquée par les Kurdes, où se côtoient Kurdes, Arabes, Turcomans et chrétiens.

Mme Rice souhaitait apporter son soutien aux initiatives du nouvel émissaire de l'ONU en Irak, Staffan de Mistura, qui a obtenu un report de six mois d'un référendum prévu avant fin 2007 pour décider d'un éventuel rattachement de Kirkouk à la province du Kurdistan.

Après sa courte visite à Kirkouk, Mme Rice s'est rendue à Bagdad où elle a rencontré le président irakien Jalal Talabani, à sa résidence.

Abbas:

L'agrandissement des colonies de peuplement juives est un sérieux obstacle aux discussions de paix

Le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas a estimé mardi que l'agrandissement des colonies de peuplement juives représentait un sérieux obstacle aux pourparlers de paix israélo-palestiniens, et a réitéré son appel à un gel des implantations.

Mahmoud Abbas a précisé qu'il plaçait ses espoirs dans une commission israélo-palestino-américaine qui doit traiter de l'application de la première phase de la "feuille de route". Conformément au plan de paix, Israël doit geler ses implantations, tandis que les Palestiniens doivent obtenir le désarmement des militants.

"Quand nous regagnerons le pays, j'espère que ces activités (concernant les colonies) cesseront, et que la commission tripartite (...) entamera son travail, en vue de mettre en oeuvre les engagements de la première phase de la feuille de route, qu'ils soient liés à nous ou aux Israéliens", a-t-il dit, estimant que la poursuite des travaux d'agran-

dissement des implantations constituait un "véritable obstacle" et qu'ils devaient cesser.

De son côté, le ministre israélien Haim Ramon a déclaré à Jérusalem que les constructions se poursuivraient, en particulier dans les grandes colonies de peuplement de Cisjordanie que l'Etat hébreu espère conserver dans le cadre d'un accord avec les Palestiniens.

Il a précisé à la radio militaire israélienne qu'Israël ferait avancer à grands pas les travaux de construction dans les grandes implantations de Cisjordanie, tout en proposant des compensations aux Palestiniens au travers d'un échange de terres.

"Ce que je propose, c'est que nous parvenions à un accord avec les Palestiniens aujourd'hui sur le principe de blocs de colonies sous souveraineté israélienne et, en retour, un échange de territoires", a-t-il dit, devenant le premier responsable israélien à soutenir ouvertement cette idée.

Mauritanie - Otan

Les avantages du partenariat

La Mauritanie, qui n'avait qu'un statut d'observateur dans le dialogue euro-méditerranéen, s'est vue admise, il y a un mois, en qualité de membre à part entière. Ce statut lui vaut une présence plus efficace dans cet espace de concertation et de coopération indispensable aujourd'hui dans la préservation de la paix et de la sécurité dans cette zone.

Bien plus, à peine admise comme membre du Dialogue, la Mauritanie se trouve être le second pays, après la Jordanie, à bénéficier du Fonds d'affectation (Trust Fund). Cette opportunité de procéder à la destruction d'armes et d'engins explosifs hors d'usage ; des armes qui datent de la guerre du Sahara dans les années 70 et qui présentent un danger. Cela lui permettra également de standardiser ses mécanismes de stockage des armes et de fournir à ses unités une expertise en la matière.

Par ailleurs, les discussions relatives à la mise en place d'un programme de partenariat individuel pour la Mauritanie, sont très avancées.

Ce programme offrira à notre pays la possibilité de mieux cadrer son partenariat avec l'OTAN de manière à formuler ses priorités en matière de sécurité et de prendre en compte nos besoins spécifiques dans ce domaine.

Au-delà de ces opportunités, la Mauritanie tire d'impor-

tants profits de l'opération "Active Endeavour" qui lui apporte une sécurité de sa zone maritime grâce au contrôle et à la surveillance du trafic en Méditerranée.

De même l'Ecole d'Etat-major et le collège militaire de l'OTAN, assurant des formations aux officiers de l'Armée nationale mauritanienne lui conférant une expertise nécessaire en matière de préservation de la paix et de la sécurité.

D'autres modules de formations pour les diplomates et hauts fonctionnaires de l'Etat peuvent être prospectés dans ce même cadre.

Pour mieux tirer profit de toutes ces formations, il convient d'améliorer l'enseignement de l'anglais ce qui favorisera une meilleure interopérabilité avec les forces de l'OTAN.

La récente réunion interministérielle de l'OTAN a renforcé la coopération entre l'Alliance et les pays du Sud de la Méditerranée, particulièrement avec notre pays.

Cette dynamique se confortera sans doute avec la prochaine rencontre de Bucarest. D'ici là, les pays du Sud de la Méditerranée ont tout intérêt à finaliser leurs programmes individuels et éventuellement les harmoniser afin de prendre en compte le caractère globalisé de la sécurité.

MSC